

Introduction

Laurent Mucchielli

- Au nom de la Science...

Comment la propagande, la censure
et la politisation du Covid ont détruit
nos repères moraux et intellectuels

Le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS, médaillé de bronze CNRS, est l'auteur de *La Doxa du Covid* (2 volumes, éditions Éoliennes, 2022) et de *Défendre la démocratie. Une sociologie engagée* (Éoliennes, 2023).

Ce livre rassemble quelques-uns des principaux chercheurs et médecins français qui ont fait dissidence lors la crise sanitaire de 2020-2022, n'ont pas eu peur de le dire publiquement et ont subi en retour toutes les formes de dégradation symbolique (insultes, diffamation), d'intimidation, de harcèlement moral, de brimades professionnelles et de sanctions administratives.¹ Le propos de cette introduction n'est pas de résumer leurs arguments, il faut les lire. Il n'est pas non plus d'interroger leur dissidence au regard de la psychologie individuelle. Constatons au contraire à quel point le débat public a été envahi par ce genre de considérations oiseuses sur la personnalité des uns ou des autres. Et surtout comprenons que cette psychologisation sauvage a pour objectif d'écarter la contradiction intellectuelle sans avoir à s'y confronter et de faire passer les dissidents pour une petite minorité de dangereux hurluberlus. On reconnaît là les processus d'étiquetage et de stigmatisation permettant aux « entrepreneurs de morale » d'essayer de faire triompher l'idée ou le comportement qu'ils veulent imposer comme la norme, en désignant les autres comme des déviants.² Or les scientifiques dissidents sont loin d'être des marginaux. On compte au contraire dans leurs rangs quelques-uns des plus renommés dans leurs disciplines. De la même façon, les promoteurs et les supporters de la *doxa* n'ont eu de cesse de présenter les citoyens n'adhérant pas à la gestion politico-sanitaire de la crise comme une petite minorité d'« anti-vax complotistes d'extrême droite ». La réalité est bien différente.

¹ Je retiens donc le terme de « dissidence » proposé par Juliette Rouchier (2024).

² Becker, 1985.

Les 11 et 12 août 2021, quelques jours après le vote de la loi sur l'obligation vaccinale et le passe sanitaire, l'IFOP réalisait un sondage d'opinion en France. À cette date, 78 % des personnes interrogées déclarent avoir déjà reçu au moins une dose. Toutefois, s'agissant d'une contrainte directe (obligation) ou indirecte (chantage à l'emploi, à l'accès à tel ou tel service), ceci ne présume pas de l'adhésion à la politique du gouvernement. Le sondage indique également que près d'un tiers des vaccinés l'a été à contrecœur. À lire les différentes études d'opinion parues durant la crise, on comprend vite qu'en réalité une proportion de la population comprise entre un tiers et la moitié des Français n'a jamais approuvé la politique sanitaire du gouvernement.

Comment le désaccord d'une petite moitié des citoyens a-t-il pu être à ce point stigmatisé et invisibilisé ? Comment un tel déni de démocratie a-t-il été possible ? Pour répondre à ces questions, il faut étudier les acteurs sociaux et les techniques déployées pour s'assurer du « monopole de l'information légitime ».³ Plusieurs éléments y ont concouru :

1) le récit officiel de la crise possède une structure formant un narratif cohérent (ce qui rend difficile une critique seulement partielle) et se réclamant du nom de la Science,

2) ce récit a été protégé au prix d'une censure et d'une ostracisation d'une ampleur inédite qui se sont notamment abattues sur tous les scientifiques et les médecins qui manifestaient leur désaccord dans l'espace public,

3) ce récit a été imposé comme « vérité indiscutable » par un véritable cartel créé pour s'assurer le contrôle de l'information légitime, cartel principalement états-unien et constitué par les industries pharmaceutiques, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) largement contrôlée par les réseaux de Bill Gates, les gouvernements de la plupart des pays occidentaux, les géants du numérique et les médias *mainstream*.

La doxa du Covid : une histoire qui ressemble à un conte pour enfants

L'océan des déclarations de toutes sortes, ainsi que les discours et décisions parfois hésitants voire contradictoires des responsables publics, ont pu donner l'impression d'une relative cacophonie en 2020. L'analyse des déclarations des principaux dirigeants politiques nationaux, de la direction de l'OMS, de son grand financeur privé (Bill Gates) et des dirigeants des industries pharmaceutiques laisse pourtant aisément entrevoir une structure narrative qui n'a jamais varié et que j'ai appelée la *doxa* du Covid.

La doxa est d'abord un récit dont il faut analyser « le schéma fondamental, la logique des actions et la syntaxe des personnages, le cours des événements ordonné temporellement », comme l'écrivait Umberto Eco.⁴

³ Bourdieu, 1996, p.82.

⁴ Umberto Eco, 1985, p.133.

Le récit se présente donc nécessairement comme un tout, avec un commencement et une fin, organisé autour d'une matrice sémantique donnant sa cohérence à l'ensemble.⁵ C'est ensuite une narration destinée à faire adhérer le public à une explication des événements qu'il a vécus ou qu'il est en train de vivre : « un récit ne trouve son sens qu'à accomplir un certain effet sur celui (ou ceux) à qui il est destiné ». ⁶ Sociologiquement, la doxa est enfin une norme de pensée qui concourt à un moment donné à protéger l'ordre social. Elle n'est donc pas simplement le discours dominant. Ou plutôt, si elle l'est, c'est parce qu'elle est avant tout le discours des dominants. La doxa prend alors la dimension de ce que Bourdieu⁷ appelait une sociodicée, « c'est-à-dire une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés ». Dans le cas qui nous intéresse ici, il s'agit de faire accepter l'idée selon laquelle « ce sont les plus compétents qui gouvernent », ⁸ qu'ils maîtrisent l'information scientifique, qu'ils se fondent sur un « consensus scientifique » et sur des chiffres « indiscutables » qui « parlent d'eux-mêmes ».

La doxa du Covid est donc un récit qui ordonne le monde et lui donne un sens particulier. En l'occurrence, il s'articule selon moi autour de quatre séquences fondamentales.

Premièrement, nous serions confrontés à une zoonose (un virus d'origine animale transmis à l'Homme) constituant « une menace sans précédent » et « un ennemi de l'humanité », selon les mots du directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus à la mi-mars 2020, qui reprenait à son compte les prédictions catastrophistes (déjà démenties à maintes reprises par le passé) de l'épidémiologiste anglais Neil Ferguson quant à la mortalité qu'engendrerait ce virus. Traduction concrète : nous risquions tous de mourir. Au passage, ces prémices fondamentales du récit, son événement inaugurateur, ne visent pas seulement à installer la peur (et donc la suggestibilité). Elles contiennent aussi en creux deux autres assertions implicites : d'une part, l'affirmation de l'origine naturelle du virus visant à dissimuler la réalité des manipulations génétiques et des process industriels associés, et d'autre part la croyance dans le pouvoir magique d'objectivation et de prédiction des chiffres. Et ces deux éléments sont au cœur du scientisme constituant le point de rencontre entre une vieille idéologie scientifique et la propagande industrielle.

Deuxièmement, la médecine « traditionnelle » ne pourrait rien faire dans l'immédiat pour soigner la maladie (Covid) engendrée par ce virus, tous les traitements disponibles hors-brevets – c'est-à-dire tous les traitements ne rapportant pas d'argent à l'industrie et à ses actionnaires – (hydroxychloroquine, azithromycine, ivermectine, dioxyde de chlore, vitamines C et D, etc.) étant prétendus inefficaces voire dangereux. À noter également que, en attendant le vaccin, les tenants de la doxa tentèrent d'imposer un antiviral breveté et très onéreux (le Remdesivir) dont l'inefficacité fut pourtant rapidement démontrée.⁹

⁵ Adam, 1996, p.12-18.

⁶ Ibid., p.11.

⁷ Bourdieu, 1998, p.49.

⁸ Ibid., p.48.

⁹ Roche, 2022.

Troisièmement, la seule chose à faire dans l'immédiat serait donc de multiplier les mesures de « distanciation sociale » et finalement d'aller au bout de cette logique en imitant la Chine et en enfermant chacun chez soi : c'est le confinement général (*lockdown*), dont on assure qu'il permettra de casser les chaînes de transmission du virus et ainsi de stopper l'épidémie, au mépris total de tous les « plans pandémie » prévus jusque-là.

Quatrièmement, l'histoire ne prendra fin que lorsqu'arrivera notre délivrance par le vaccin. C'est un peu le *deus ex machina* de la fin des pièces du théâtre antique. Citons encore le directeur de l'OMS, le 13 avril 2020 : « Au final, la mise au point et la distribution d'un vaccin sûr et efficace vont être nécessaires pour interrompre totalement la transmission ».

Je ne reprendrai pas ici les belles démonstrations contenues dans ce livre, en particulier celles de Laurent Toubiana, de Pierre Chaillot, de Dominique Labbé, de Vincent Pavan, de Michel Cucchi, de Gérard Maudrux, d'Éric Ménat et de François Pesty. Elles donnent les arguments, les données et les interprétations nécessaires pour se convaincre du fait que la narration officielle de la crise était gravement erronée. En effet, nous savons que :

1) l'origine du SARS-CoV-2 n'est pas naturelle mais artificielle, de dangereuses manipulations génétiques sino-américaines se cachant derrière la fable du pangolin et de la chauve-souris ;¹⁰

2) ce virus n'a jamais menacé en quoi que ce soit la survie de l'espèce humaine, sa létalité concernant uniquement les personnes très âgées ou déjà très malades par ailleurs, le surcroît de mortalité « toutes causes confondues » observé lors de l'année 2020 a été très faible voire inexistant dans beaucoup de pays, y compris en Occident ;¹¹

3) les modèles mathématiques prétendument prédictifs se sont révélés faux ou sans intérêt ;¹²

4) il existait toute une série de traitements médicaux très peu onéreux permettant de soigner les malades, évitant tant l'aggravation (l'hospitalisation et éventuellement le décès) que les effets à moyen et long termes de la maladie (« Covids longs ») ;

5) les confinements, loin de « sauver des vies », n'ont stoppé l'épidémie dans aucun pays et ont fait en revanche des dégâts matériels et psychologiques encore très peu évalués ;

6) les vaccins prétendument « sûrs et efficaces à 95 % », fabriqués en quelques mois par les industries pharmaceutiques, sont en réalité des thérapies géniques expérimentales qui n'ont ni stoppé

¹⁰ Mucchielli, 2022e ; Henrion-Caude, 2023 ; Banoun, 2023.

¹¹ Mucchielli, 2022a ; Toubiana, 2022 ; Chaillot, 2023.

¹² Rouchier, 2022.

l'épidémie ni réduit la mortalité liée au Covid, dans aucun pays du monde,¹³ et qui ont au contraire engendré un surcroît de malades et de morts du fait de leur très nombreux effets indésirables.¹⁴

Des scientifiques de premier plan invisibilisés et ostracisés

Le fait que la narration officielle ne corresponde pas à la réalité observable est apparu rapidement à beaucoup de professionnels. Du côté des chercheurs, ce ne sont pas quelques « seconds couteaux » ni des « jeunes loups » en quête de publicité qui ont dit leurs désaccords avec la gestion de la pandémie et l'analyse qui la sous-tendait, mais au contraire certains des meilleurs du monde dans leurs domaines. En France, ce fut le cas des médecins-chercheurs de l'Institut Hospitalo-Universitaire « Méditerranée Infections », centre d'excellence bâti après une dizaine d'années d'efforts et grâce à de nombreuses subventions publiques, dont les publications sont citées dans le monde entier. Or, loin de prendre un minimum au sérieux leurs propos, ils furent traités dans le débat public comme des « charlatans » voire des « faussaires », les journalistes se noyant dans une personnification et une diabolisation de leur leader (Didier Raoult) dignes de l'époque du maccarthysme.¹⁵ Un traitement comparable fut réservé à un autre des biologistes français les plus connus, Luc Montagnier, récipiendaire du prix Nobel en 2008 pour sa codécouverte du virus responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (Sida). Il fut traité comme s'il était devenu sénile ou dément.¹⁶ En Occident, toutes les voix dissidentes furent accueillies avec le même mépris (« complotistes », « rassuristes », etc.) et/ou la même censure. J'en donnerai trois exemples.

The Great Barrington Declaration

Le premier est celui du groupe d'épidémiologistes anglo-saxons qui, début octobre 2020, formula la Déclaration de Great Barrington.¹⁷ Il y est écrit que « les politiques actuelles de confinement ont des effets dévastateurs sur la santé publique à court et à long termes », que les personnes à risque sur lesquelles on devrait se concentrer sont bien identifiées (personnes déjà très âgées et/ou très malades tandis que, « pour les enfants, le Covid-19 est moins dangereux que bien d'autres maux, y compris la grippe »), que le reste de la population va s'immuniser progressivement jusqu'à atteindre un stade d'immunité collective indépendamment de la vaccination. La déclaration a recueilli près d'un million de signatures, parmi lesquelles plus de 16 000 scientifiques et près de 48 000 médecins du monde entier. Ses trois initiateurs comptent là encore parmi les

¹³ Mucchielli, 2022k.

¹⁴ Mucchielli et al., 2022b ; Cotton, 2023.

¹⁵ Mucchielli, 2022a, p.47-58.

¹⁶ Mucchielli, 2022e, p.231-232.

¹⁷ <https://gbdeclaration.org/la-declaration-de-great-barrington/>

personnalités les plus connues et les plus respectées au monde dans leur domaine scientifique : Martin Kulldorff, professeur de médecine à l'Université de Harvard, biostatisticien et épidémiologiste spécialisé dans la détection et la surveillance des épidémies de maladies infectieuses et l'évaluation de l'innocuité des vaccins, Sunetra Gupta, professeure à l'Université d'Oxford, épidémiologiste spécialisée dans l'immunologie, le développement de vaccins et la modélisation mathématique des maladies infectieuses et Jay Bhattacharya, professeur à la faculté de médecine de l'Université de Stanford, spécialisé dans la santé publique, les maladies infectieuses et les populations vulnérables. Leur texte est signé par de nombreux autres grands savants, tels que Michael Levitt, professeur à l'Université de Stanford et récipiendaire du prix Nobel de chimie en 2013.

L'épidémiologiste le plus cité au monde

Mon deuxième exemple sera celui de John Ioannidis, professeur d'épidémiologie à l'Université de Stanford, qui est probablement l'épidémiologiste le plus connu (en tout cas le plus cité) dans le monde, pour ses recherches empiriques, pour ses démonstrations méthodologiques (il a montré notamment que les études randomisées présentées par les industries comme seules probantes ne sont en fin de compte pas plus fiables que les études cliniques observationnelles),¹⁸ mais aussi pour ses positions éthiques,¹⁹ puisqu'il a posé à plusieurs reprises la question de la corruption organisée par les industries pharmaceutiques dans les sciences médicales.¹⁹ La crise du Covid arrivant, dès le milieu du mois de mars 2020, Ioannidis commence par alerter sur le fait que les décisions radicales prises par les gouvernements (telles que le confinement général) reposent sur des prédictions statistiques biaisées et une analyse très insuffisante des données disponibles ayant notamment pour conséquence de dramatiser indûment la létalité du virus.²⁰ Il travaille ensuite avec deux chercheurs italiens pour recueillir et analyser les premières données disponibles sur ce pays qui a joué un rôle matriciel dans le traitement politico-sanitaire de la crise en Occident. Dès la première semaine du mois d'avril, les trois chercheurs publient dans le *Journal of the American Medical Association* un article dont des leçons cruciales auraient dû être tirées.²¹ Ils constatent que :

- 1) la population-cible était celle des personnes les plus âgées (et l'Italie a la population la plus âgée d'Europe),
- 2) la pratique massive des tests permettait de repérer immédiatement les personnes infectées, de les isoler et d'éteindre ainsi l'épidémie locale,

¹⁸ Ioannidis, 2001.

¹⁹ Ioannidis, 2005, 2019.

²⁰ Ioannidis, 2020

²¹ Boccia, Ricciardi, Ioannidis, 2020.

3) les hôpitaux publics manquant structurellement de lits et étant chroniquement débordés l'hiver, il fallait donc éviter de les surcharger en en réservant l'accès aux personnes en état grave, les autres devant être soignées précocement en médecine de ville,

4) les hôpitaux sont un lieu majeur d'infection tant pour les malades que pour le personnel soignant, des mesures d'hygiène drastiques devaient donc y être appliquées et le personnel soignant systématiquement testé,

5) une pénurie d'appareils d'oxygénation dans les hôpitaux publics a coûté de nombreuses vies.

En d'autres termes, pour lutter efficacement contre une épidémie s'apparentant à une grippe saisonnière plus contagieuse qu'à l'accoutumé, quatre choses étaient fondamentales. La première était de concentrer immédiatement les efforts de protection (lavage des mains, port du masque FFP2, aération des espaces intérieurs, etc.) sur les personnes les plus vulnérables et non sur la population générale (conclusion identique à celle de la Déclaration de Barrington). La seconde était de pratiquer massivement des tests pour détecter et isoler temporairement les personnes contaminées au sein des pays mais aussi aux frontières pour placer les voyageurs infectés en quarantaine (stratégie identique à celle de l'IHU de Marseille). La troisième était de soigner réellement (et non d'abandonner à leur domicile) les malades en amont de l'hôpital pour réserver celui-ci aux cas graves. Et la quatrième était de donner aux hôpitaux les moyens de sécuriser les lieux du point de vue du risque de propagation infectieuse et de pouvoir soigner correctement les patients. Enfin, avec deux collègues de Stanford ainsi que Bhattacharya, Ioannidis publie à la fin de l'année 2020 une étude statistique sur 10 pays occidentaux démontrant l'inutilité globale des confinements.²²

Le BMJ sauve l'honneur des revues de sciences médicales

Troisième exemple : durant toute la crise sanitaire, tandis que certaines des revues scientifiques les plus connues (en particulier le *Lancet* et le *New England Journal of Medicine*) publiaient des articles frauduleux,²³ une autre grande revue de sciences biologiques et médicales a au contraire incarné la déontologie, l'esprit critique et la capacité à ne pas céder aux pressions industrielles et/ou politiques : le *British Medical Journal*. Dès le 24 juin 2020, dans un éditorial intitulé « Influence commerciale et Covid-19 », deux rédactrices en chef de la revue et deux professeurs de médecine australiens rappellent que le monde de la recherche déplore depuis des années « des faiblesses systémiques dans la réglementation des médicaments, des dispositifs et des tests » face aux influences commerciales, et que ceci risque fort de biaiser la gestion de l'épidémie de Covid.²⁴ Les auteurs donnent l'exemple du gouvernement britannique qui « a invoqué le 'secret commercial' pour justifier la dissimulation des noms de neuf tests d'anticorps contre le Covid-19 qui s'étaient avérés insuffisamment précis ». Ils rappellent également que « la rapidité ne doit pas saper les normes de base en matière de preuves

²² Bendavid et al., 2020.

²³ Mucchielli, 2022f.

²⁴ Moynihan et al., 2020.

fiables », en donnant notamment l'exemple du Remdesivir, médicament antiviral fabriqué par l'industriel américain Gilead, qui n'a pas été approuvé au début de la pandémie faute de preuves d'une quelconque efficacité. Début avril 2020, le *New England Journal of Medicine* avait en effet publié une petite étude descriptive d'un programme d'utilisation compassionnelle du Remdesivir sur 53 malades. Or, cette étude avait été financée par Gilead et un tiers des auteurs étaient des employés de cette firme. Sans surprise, le communiqué de presse de Gilead fit alors état d'une « amélioration clinique chez 68 % des patients dans cet ensemble de données limité », l'ensemble de la presse titrant alors sur « l'espoir » venu de ce traitement qui sauverait « les deux tiers des malades ». Or, deux semaines plus tard, le *Lancet* publiait un essai randomisé contrôlé par placebo qui concluait à l'absence de tout bénéfice clinique statistiquement significatif et qui avait dû être arrêté en raison des effets secondaires constatés sur 12 % des patients. Tout ceci n'empêcha pas Gilead de continuer à inonder la presse de communiqués trompeurs, et le plus haut responsable de la santé publique américaine, Antony Fauci, de déclarer que le Remdesivir pourrait devenir le « traitement standard » du Covid. Dans cette annonce, Fauci disait se fonder sur les résultats préliminaires d'une étude financée par des fonds publics, qui ne serait donc pas suspecte d'être sous influence commerciale. Or, lorsque cette étude fut finalement publiée un mois plus tard, toujours dans le *New England Journal of Medicine*, on découvrait cette fois-ci non seulement que ce traitement n'avait pas d'effet sur la mortalité des malades du Covid, mais aussi et surtout que Fauci, le plus influent des acteurs publics de la santé du plus influent pays du monde, était aussi l'un des plus corrompus. Il apparaissait en effet que :

1) « le critère de jugement principal avait été modifié au cours de l'essai » et que « les médecins traitants de l'étude ont été autorisés à faire passer les participants de l'essai du placebo au Remdesivir, mettant ainsi fin prématurément au port du masque pour certains participants, juste après l'annonce publique de Fauci »,

2) Gilead avait fourni la totalité du (très onéreux) médicament pour l'essai, « que l'un des investigateurs de l'essai était un employé de Gilead » et que « six autres auteurs avaient déclaré avoir des liens financiers avec Gilead »,

3) « une note supplémentaire a révélé que les employés de Gilead ont participé à des discussions sur l'élaboration du protocole et à des appels hebdomadaires de l'équipe du protocole ». En résumé, l'industriel était impliqué du début à la fin de cette recherche, dans son organisation, dans sa méthodologie, dans son déroulement et très probablement dans sa publication selon le principe du *ghost writing* très répandu dans les sciences médicales.²⁵

Le 2 novembre 2020, le *BMJ* a publié l'étude de quatre chercheurs états-uniens et canadiens (universités de Cambridge, Boston et Vancouver), prévenant que « malgré les preuves de plus en plus nombreuses sur les effets néfastes non intentionnels des interventions de santé publique telles que les mesures de confinement, il y a peu de signes que les décisions politiques sont éclairées par une évaluation et une pondération sérieuses de

²⁵ Götzsche, 2019 ; Sismondo, 2023.

leurs effets néfastes sur la santé ».²⁶ Ces chercheurs déplorait une politisation des questions de santé publique, s'interrogeaient sur les répercussions psychologiques des confinements et réclamaient que « les modèles qui visent à comprendre l'effet des politiques de lutte contre le Covid-19 sur la santé prennent également en compte les vies perdues en raison des conséquences économiques de la réponse à la pandémie afin d'éviter de dépendre un faux choix entre l'économie et la santé ».²⁷ Ils tentaient de chiffrer les dommages causés par les annulations ou reports de soins à l'hôpital. De manière générale, ils alertaient sur le dogmatisme ambiant (indiquant notamment qu'« un objectif 'zéro Covid' n'est ni réaliste ni durable ») et appelaient à rétablir la balance coûts/bénéfices dans la décision publique.

Quelques semaines plus tard, le rédacteur en chef du *BMJ*, Kamran Abbasi, publiait un article intitulé « Covid-19 : politisation, corruption, et suppression de la science ».²⁸ Il y écrivait des mots très forts, estimant que « la science est réprimée à des fins politiques et financières », que « le Covid-19 a déchaîné la corruption de l'État à grande échelle » et « a révélé comment le complexe médico-politique peut être manipulé en cas d'urgence, à un moment où il est encore plus important de protéger la science ». Analysant le cas britannique, Abbasi constatait d'abord que le Conseil scientifique (*Scientific Advisory Group for Emergencies, SAGE*) formé pour assister le gouvernement travaillait dans l'opacité. Il rappelait ensuite qu'un rapport de l'Agence nationale de santé (*Public Health England*) sur le Covid-19 et les inégalités sociales avait été bloqué par le ministère de la Santé et que ses auteurs avaient interdiction de parler à la presse. Il signalait également que le gouvernement britannique venait de passer une commande d'un million de tests d'anticorps de mauvaise qualité et avait, pour y parvenir, tenté d'empêcher la publication de l'avis critique de membres de cette même agence. En fin de compte, Abbasi montrait toute la supercherie de décisions politiques prétendument fondées sur la science. Or, il ne saurait y avoir de science si les données ne sont pas rendues publiques pour permettre un libre examen par les chercheurs, si les conclusions des études scientifiques font l'objet « d'ingérence politique » et si le système de santé publique est « compromis par des conflits d'intérêts ». Abbasi indiquait que ce problème concernait au premier chef le SAGE dans lequel siégeaient « des personnes nommées par le gouvernement ayant des intérêts concurrents inquiétants, notamment des participations dans des entreprises qui fabriquent des tests de diagnostic, des traitements et des vaccins contre le Covid-19 ». Et il concluait en écrivant d'une part que « la suppression de la science, que ce soit en retardant sa publication, en sélectionnant des recherches favorables ou en bâillant les scientifiques, constitue un danger pour la santé publique », d'autre part que « la politisation de la science a été déployée avec enthousiasme par certains des pires autocrates et dictateurs de l'histoire, et elle est aujourd'hui malheureusement monnaie courante dans les démocraties ».

²⁶ Bavli et al., 2020.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Abbasi, 2020.

Enfin, c'est encore dans le *BMJ* que l'on lira les articles les plus sérieux concernant les vaccins anti-Covid, sous la plume d'un autre rédacteur en chef de la revue, Peter Doshi (professeur à l'école de pharmacie de l'Université de Maryland). Dès le début du mois de novembre 2020, puis en janvier 2021, au vu des premières données disponibles, il alertait sur le fait que les essais cliniques de Pfizer et Moderna étaient gravement lacunaires, ne respectaient pas l'anonymat des participants (pas de *double blind*), ne testaient pas correctement le groupe des vaccinés (ce qui permettait de minimiser la fréquence des personnes vaccinées faisant néanmoins un Covid dans les semaines suivantes) et cherchaient également à minimiser le plus possible des effets indésirables pourtant survenus en nombre dès le début des essais.²⁹

Les médecins contestataires ignorés ou muselés

Du côté des professionnels, la même invisibilisation a opéré. Pourtant, là aussi, outre les résistances et désobéissances individuelles face aux consignes de ne pas soigner les malades (« restez chez vous et prenez du paracétamol si vous avez de la fièvre ou des douleurs »), des actions collectives importantes ont eu lieu rapidement. En France, citons par exemple la création de l'association « Laissons les médecins prescrire » en mars 2020, qui regroupera vite plus de 2 000 praticiens, puis la pétition lancée en avril par Christian Perronne, professeur de médecine, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales, ancien expert à l'OMS, et par le médecin et ancien ministre de la santé Philippe Douste-Blazy. Intitulée « Traitement du Covid-19 : ne perdons plus de temps ! », cette pétition recueillera rapidement près de 600 000 signatures. Il y eut par ailleurs de nombreuses actions locales à l'image du collectif de l'île de La Réunion « Covid Médecins 974 » soutenu par plusieurs dizaines de praticiens locaux et par une partie des élus insulaires. Mais tout ceci n'a jamais réussi à exister dans le débat public car, partout en Occident, un cartel de la censure a fait barrage.

Le retour d'une censure organisée et le vacillement de la démocratie

La censure fut générale pendant la crise du Covid. Encouragée par les industries pharmaceutiques, l'OMS et la plupart des gouvernements, elle a été organisée par les géants du numérique et par les journalistes. Elle a aussi été tolérée voire reprise à son compte par de nombreux chercheurs et médecins qui ont pu ainsi dissimuler les doutes, faire disparaître les réticences et rendre invisibles la contradiction. Ils sont allés jusqu'à exercer une censure au sein des institutions scientifiques, qu'il s'agisse des processus d'évaluation dans l'édition scientifique ou de l'animation de la vie académique ordinaire.

Comment rendre invisibles les scientifiques dissidents

En France, en septembre et octobre 2020, avec l'aide de Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'INSERM, et de Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'Université de Paris, j'ai lancé une action collective

²⁹ Doshi, 2020, 2021.

sous forme de tribunes proposées à la signature aux chercheurs, aux universitaires et aux soignants. Plusieurs centaines d'entre eux ont répondu présents. La première tribune, « Covid : nous ne voulons plus être gouvernés par la peur », a été publiée sans difficulté dans *Le Parisien* le 11 septembre. Loin d'ouvrir un débat contradictoire, cette intervention a effrayé les gardiens de la doxa. Nos ennuis ont commencé dès la deuxième tribune, « Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face au Covid-19 ». Acceptée par le journaliste en charge de la rubrique des débats au *Journal du Dimanche*, elle fut censurée au dernier moment par sa rédaction en chef ; le même scénario s'est reproduit à France Télévision. La troisième, « La deuxième vague n'est pas virale mais économique et sociale : l'appel de 250 intellectuels », fut publiée sans difficulté dans *Marianne* le 8 octobre. Enfin, la quatrième, « Le confinement constitue un remède pire que le mal pour la société française », fut au départ acceptée puis, à nouveau censurée au dernier moment par la rédaction en chef de ce journal ; elle fut finalement publiée non sans de très grandes difficultés par la revue de sensibilité communiste *Regards* le 29 octobre. Ensuite, lorsqu'arrivera l'obligation vaccinale et la logique discriminatoire du « passe », à l'été 2021, la censure se produira même sur *Mediapart*, se proclamant pourtant un grand défenseur de la liberté d'expression, de l'investigation et des lanceurs d'alerte. Et, à partir de là, nous n'aurons plus jamais la parole dans les médias *mainstream*. Au contraire, ils chercheront à nous décrédibiliser par tous les moyens. Ces actions collectives donnaient pourtant toute la matière pour organiser de vrais débats scientifiques et médicaux. *Il n'y en eut aucun.*

Ce que nous avons vécu et observé en France s'est produit un peu partout en Occident. Le fait, en soi, est relativement banal au regard de l'histoire des controverses scientifiques et médicales,³⁰ mais il a pris ici les mêmes dimensions internationales et simultanées que la réaction à l'épidémie. Il en fait donc partie. En voici un autre exemple édifiant, britannique cette fois-ci.

Au début du mois de novembre 2021, Facebook a censuré la page du *British Medical Journal* au nom de « la lutte contre la désinformation ». prétendant s'appuyer sur « des fact-checkers indépendants », en réalité une autre société privée, *Lead Stories*, à qui est sous-traitée la « vérification de faits ». À la Une de cette page, figurait le premier volet de l'enquête du journaliste d'investigation Paul Thacker, que la revue venait de publier.³¹ Il y montrait comment Pfizer, pour profiter de l'aubaine, avait sous-traité ses essais cliniques à une société qui, mise sous pression, « n'a pas respecté l'anonymat des patients, a falsifié des données, employé des vaccinateurs mal formés, et tardé à rapporter le suivi des événements indésirables signalés dans l'essai de phase III ». Il dévoilait également que la principale autorité sanitaire fédérale états-unienne (la *Food and Drug Administration*, FDA) avait été informée de ces problèmes majeurs dès septembre 2020 mais n'en avait pas tenu compte. Quelques mois plus tard, deux rédactrices en chef du *BMJ* revenaient sur l'affaire, en révélant le contenu de leurs discussions avec *Lead Stories* et Facebook. Face à des arguments d'autorité, elles concluaient : « Pourquoi Facebook agit-il ainsi ? Qu'est-ce qui motive sa vision du monde ? Est-ce une idéologie ? S'agit-il d'intérêts commerciaux ? Est-ce de l'incompétence ? Les utilisateurs devraient s'inquiéter

³⁰ Martin, 2014.

³¹ Thacker, 2021.

du fait que, bien qu'il se présente comme une plateforme de média social neutre, Facebook essaie de contrôler la façon dont les gens pensent sous couvert de 'vérification des faits' ». ³²

Ainsi, partout dans le monde, des chercheurs comptant parmi les meilleurs de leurs disciplines se sont vus du jour au lendemain rabaissés au rang de « charlatans » ou de « complotistes ». Certains ont fait l'objet de véritables cabales médiatiques allant jusqu'à l'intrusion dans leur vie privée. Tous ont été insultés, diffamés, ostracisés et même sanctionnés : suspendus voire licenciés de leurs emplois académiques. Pour la première fois de leur vie, tous ont éprouvé les pires difficultés à pouvoir tout simplement publier leurs travaux : rejet des articles soumis aux revues avant leur mise en évaluation par les pairs, refus par principe des manuscrits par les éditeurs habituels, etc. Tous ont par ailleurs découvert la censure, la suppression de comptes (*deplatforming*) ou le blocage de la visibilité (*shadow banning*) de leur contenu sans en être informés sur les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn, ... et plus globalement sur Internet, à commencer par YouTube, propriété de Google-Alphabet, y compris sur les plateformes dédiées à la recherche comme ResearchGate et les sites de pré-publication. Aucun support de communication n'aura été épargné. Tous les récits de ce qu'ont vécu les chercheurs et les médecins dissidents se ressemblent, et certaines recherches commencent à les compiler et à les analyser. ³³ Cette censure générale a été organisée dans le cadre de partenariats, les uns formels d'autres informels, entre les États, les géants du numérique et les principaux médias. Ceci est désormais largement commenté dans la presse indépendante américaine. ³⁴

Ce que révèlent les Twitter Files

Le rachat de Twitter par le multimilliardaire Elon Musk en octobre 2022 a permis de révéler la façon dont le gouvernement américain (sous Trump puis Biden) et ses agences (le FBI), puis une nouvelle agence créée *ad hoc*, le *Global Engagement Center*, tentent depuis des années de contrôler l'information circulant sur Internet, au départ sous prétexte de lutter contre des « ingérences russes ». Ils y sont largement parvenus pendant la crise sanitaire. Les médias français se sont bien gardés d'en parler, à l'exception de *France Soir*. Sous Joseph R. Biden, à partir de janvier 2021, il s'est agi notamment de traquer les « anti-vax » ; son administration a fait fortement pression sur les dirigeants de Twitter, accusé par le nouveau Président de propager des « fausses nouvelles qui tuent des gens ». Ceci a été étudié à l'occasion du procès intenté par le journaliste et écrivain Alex Berenson après la suppression de son compte en août 2021. Sont désormais publiques une partie des discussions qui ont eu lieu entre le gouvernement américain et la direction du réseau social, ainsi qu'une partie des techniques utilisées pour mettre en œuvre la censure : d'abord par des robots, ensuite par les employés de petites sociétés à qui Twitter sous-traite lui aussi la « modération » des contenus. C'est ainsi qu'un scientifique aussi réputé que Martin Kulldorf a vu ses posts censurés ou rendus invisibles au nom de « la lutte contre la

³² Coombes, Davies, 2022.

³³ Martin, 2021 ; Liester, 2022 ; Mucchielli, 2022g ; Shir-Raz et al., 2022.

³⁴ Par exemple Lowenthal (2023) à qui je reprends l'expression de « nouveau cartel de l'information ».

désinformation ». Il faisait en effet partie d'une « liste noire » établie par les dirigeants de Twitter en réponse à la pression du gouvernement. Et quand cette censure ne visait pas des personnes, elle s'organisait autour d'un sujet particulier comme l'origine du SRAS-Cov-2, le gouvernement américain ayant longtemps tenté d'imposer la fable du pangolin pour détourner le regard public des manipulations génétiques réalisées sur les virus depuis des années à Wuhan, dans le cadre d'un partenariat entre la Chine et les USA. En février 2020, le *Global Engagement Center* diffusera ainsi dans les médias un rapport intitulé « Les outils russes de désinformation tirent avantage des préoccupations liées au coronavirus », contenant une liste des « éléments perturbateurs », à savoir une série d'associations, d'entreprises ou d'individus émettant des doutes sur l'origine « officielle » du virus, plusieurs milliers au total.

Au final, comme l'écrit le journaliste américain Matt Taibbi, « la véritable histoire qui émerge des *#TwitterFiles* est celle d'une bureaucratie fédérale dédiée à la censure, en pleine expansion, qui ne vise ni la gauche ni la droite en soi, mais l'ensemble de la population » perçue comme une menace potentielle.³⁵ Il parle d'un « complexe industriel de la censure » américain qui s'est mis en place d'abord pour des raisons politiques (se débarrasser de Trump et de la « menace populiste »), puis s'est étendu à la protection du récit de la crise sanitaire.³⁶ C'est ainsi, conclut Taibbi, que ce complexe qui se voulait « un rempart » contre la désinformation est lui-même devenu « une source majeure » de désinformation.

Pfizer et Moderna surveillent les réseaux sociaux pour y censurer la critique de leurs « vaccins »

Les *Twitter Files* révèlent également la façon dont les industries pharmaceutiques ont fait pression sur le réseau social pour imposer leur propagande. C'est ainsi que le Dr Scott Gottlieb, ancien de la FDA devenu l'un des dirigeants de Pfizer (ces allers et retours entre secteur public et secteur privé sont fréquents), également collaborateur de la chaîne CNBC (toujours ces liens avec les médias *mainstream*), est intervenu à la fin de l'été 2021 auprès de l'équipe de modération de Twitter afin de censurer la critique de la vaccination, notamment chez les enfants, ou même la simple interrogation sur la capacité des vaccins à stopper les chaînes de transmission du virus.³⁷

Un autre journaliste a épluché les *Moderna Files*.³⁸ Le sujet est ici la vaccination et ses campagnes répétées pour parvenir à vendre un maximum de produits, ce qui a permis à cette société d'engranger des bénéfices inouïs en 2021 et 2022, et à cinq de ses dirigeants d'intégrer le club des milliardaires américains. L'année 2023 risquait de voir se tarir la fertilité de la poule aux œufs d'or. Il fallait donc s'assurer que « les consommateurs sont éduqués sur la nécessité du vaccin » (Arpa Garay, directeur commercial de Moderna).

³⁵ Cité par France Soir, 2023d.

³⁶ France Soir, 2023f.

³⁷ France Soir, 2023c.

³⁸ Fang, Poulson, 2023 ; Fang, 2024.

L'entreprise a d'abord lancé de nouvelles campagnes de publicité dans les médias : un spot télévisé met en scène un enfant suivant un fil puis un ruban rouge dont le narrateur explique qu'il s'agit d'un brin d'ARNm qui devrait permettre d'identifier des remèdes à toutes les maladies, un autre associe le vaccin ARNm anti-Covid à un « mode de vie sain » et une « routine de santé ». En parallèle, Moderna a mis sur pied un « département de la désinformation » au sein de sa branche marketing. On y apprend que cette dernière « a travaillé avec d'anciens responsables de l'application de la loi et des responsables de santé publique pour surveiller et influencer la politique de vaccination, et que « la clef de ce succès est une ONG appelée *Public Good Projects* (PGP) », qui se trouve être financée par un don provenant de l'Organisation de la biotechnologie et de l'innovation, principal lobby représentant Pfizer et Moderna. C'est dans ce cadre qu'ont été réunis des représentants des principaux réseaux sociaux, des membres d'agences gouvernementales et des journalistes de sites web d'information générale afin de s'attaquer aux causes de « l'hésitation vaccinale » et de la « désinformation ». C'est également dans ce cadre qu'a été conçu un réseau de 45 000 professionnels de santé qu'il s'agissait de formater intellectuellement pour qu'ils aident à lutter contre cette « désinformation » risquant de faire baisser les profits de l'entreprise. Nous apprenons d'ailleurs au passage que, durant la crise, Moderna a mis sur pied une « division du renseignement mondial » en recrutant pour cela Nikki Rutman, une ancienne analyste du FBI. Moderna a ainsi organisé la censure avec la direction des réseaux sociaux comme Twitter à qui « PGP envoyait régulièrement des listes de comptes à amplifier et d'autres à supprimer ». Cette censure a visé en priorité toutes les personnes réputées influentes émettant des doutes ou des critiques sur les thérapies géniques, leur efficacité et leur innocuité, mais aussi et plus largement sur les obligations vaccinales décidées par les États.

L'OMS et les États occidentaux cherchent à imposer leur version de l'histoire

L'OMS a été la première à organiser sa propagande grâce aux géants du numérique et des réseaux sociaux.³⁹ Dès le 15 février 2020, son directeur général déclarait : « Nous ne combattons pas seulement une épidémie ; nous luttons aussi contre une infodémie. Les fausses nouvelles se propagent plus vite et plus facilement que ce virus, et elles sont tout aussi dangereuses. C'est pourquoi nous travaillons aussi avec des entreprises du secteur des moteurs de recherche et des médias sociaux, comme Facebook, Google, Pinterest, Tencent, Twitter, TikTok, YouTube, et d'autres encore, dans le but d'enrayer la propagation des rumeurs et des informations mensongères. Nous appelons l'ensemble des gouvernements, des entreprises et des organes de presse à nous aider à tirer la sonnette d'alarme sans pour autant alimenter l'hystérie ». Pour faire prédominer ses messages, l'OMS a mis sur pied une stratégie de communication mondiale supervisée par la directrice du département des pandémies et épidémies, et pilotée par le responsable des « solutions numériques ». Un accord a d'abord été passé avec Google « pour faire en sorte que les personnes recherchant des informations sur le coronavirus voient celles de l'OMS en tête de leurs résultats de recherche ». Ensuite, l'équipe de communication s'est assurée le concours des principaux réseaux sociaux et même de sociétés comme Uber et

³⁹ Mucchielli, 2022g.

Airbnb afin qu'ils diffusent les « bons messages ».⁴⁰ Enfin, l'OMS et ses partenaires ont recruté des « influenceurs » ou relais d'opinion,⁴¹ afin de s'assurer du contrôle des réseaux sociaux et de YouTube.

Après l'OMS, les États ont eux aussi cherché à contrôler le débat public pour y imposer le récit dominant comme seul légitime, avec tous les moyens dont ils disposent. Le premier est la rétention des informations dérangeantes. Aux USA, comme le rappelle Liester,⁴² le *New York Times* a rapporté que deux ans après le début de la pandémie, le CDC n'a publié qu'une petite fraction de ce qu'il a rassemblé sur le Covid-19. Par exemple, le CDC recueille des données ventilées par âge, race et statut vaccinal, sur les hospitalisations depuis plus d'un an, mais la plupart de ces informations n'ont pas été rendues publiques. De même : « Bien que la FDA ait autorisé le vaccin Pfizer seulement 108 jours après que Pfizer eut commencé à produire les dossiers à l'agence, la réponse de la FDA au procès a été de demander à un juge fédéral de ne leur permettre de publier que 500 pages par mois, ce qui signifiait qu'il faudrait 75 ans pour publier toutes les données. La FDA, qui compte 18 000 employés et un budget de plus de 6,5 milliards de dollars par an, a affirmé qu'elle ne pouvait publier que 500 pages par mois en raison de ses ressources limitées ».⁴³ Même chose en France avec la rétention des données concernant le statut vaccinal des personnes décédées par la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES)⁴⁴ ou encore avec la publication tronquée du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) qui portait « sur les effets secondaires des vaccins contre le Covid-19 et le fonctionnement du système français de pharmacovigilance ».⁴⁵ En Nouvelle-Zélande, le gouvernement ira jusqu'à poursuivre en justice un statisticien lanceur d'alerte ayant divulgué des statistiques non publiées (affaire Barry Young).

Ensuite, les gouvernements ont réinvesti toute la panoplie des techniques de propagande décrites de longue date en sciences sociales : instrumentalisation de la peur pour créer un état de suggestibilité (dramatisation permanente de l'épidémie, annonces répétées de son retour imminent, etc.), mise en avant d'une série d'« experts » et de « blouses blanches » venant « dire la science » dans les médias, recours à la technique du « choix truqué » qui est une forme de chantage (comme disait le ministre français de la Santé Olivier Véran : « Préférez-vous être vaccinés ou reconfinés ? »), rhétorique de la grenouille ébouillantée (annoncer que la vaccination anti-Covid sera réservée en priorité aux personnes fragiles et aux personnels soignants alors que

⁴⁰ Ritchel, 2020.

⁴¹ La plupart d'entre eux apparaissent dans une vidéo intitulée « Coronavirus : chaque jour compte », postée sur YouTube le 14 mars 2020.

⁴² Liester, 2022.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Chaillot, 2023.

⁴⁵ Mucchielli et al., 2022b.

l'on cherche en réalité à injecter progressivement la totalité de la population, enfants et femmes enceintes compris), etc.⁴⁶

Lorsque la pression psychologique ne suffisait pas, les gouvernements ont utilisé ensuite leurs forces de police, par exemple pour faire respecter les confinements, et la France est sur ce point allée particulièrement loin dans la répression pour contribuer à cette « expérience d'obéissance de masse ».⁴⁷ Ils ont par ailleurs utilisé tous les rouages administratifs et hiérarchiques pour sanctionner et intimider les dissidents. En France, ce sera la persécution administrative de l'IHU de Marseille pendant trois ans, les sanctions administratives (le professeur Perronne est démis de sa chefferie de service à l'hôpital de Garches, même chose pour le professeur Parola à l'IHU de Marseille), les innombrables menaces et sanctions prononcées par le Conseil de l'Ordre des médecins à l'encontre des généralistes soignant leurs patients en utilisant de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine ou de l'ivermectine, ou encore s'intéressant d'un peu trop près aux effets indésirables de la vaccination anti-Covid. Et à l'inverse, le gouvernement a favorisé et récompensé ceux qui ont relayé sa propagande, en entretenant ce que j'appelle des phénomènes de cour.⁴⁸ C'est ainsi que Jean-François Delfraissy, président du « Conseil scientifique Covid-19 » a été fait Commandeur de la Légion d'honneur le 1^{er} janvier 2022, tous les autres membres de cet aréopage étant distingués dans cette promotion. L'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn a également été faite Chevalier de la Légion d'Honneur malgré sa mise en examen en septembre 2021 par la Cour de justice de la République (CJR) pour « mise en danger de la vie d'autrui » dans sa gestion de l'épidémie de Covid-19. Dans les promus, on remarque également Christian Chidiac, président de la Commission Maladies transmissibles du Haut Conseil de la Santé Publique qui a rendu l'avis du 5 mars 2020 excluant l'hydroxychloroquine et valorisant le Remdesivir, lors même que 97 des 114 membres de cette commission ont perçu de l'argent de Gilead. À titre personnel, il déclare avoir reçu près de 100 000 euros des industries pharmaceutiques ces dernières années, dont Pfizer, Gilead, Janssen et AstraZeneca. Sont également décorés Jacques Reynes (responsable de l'étude Covidoc au CHU de Montpellier, étude arrêtée avant son terme, officiellement pour manque de malades, en réalité parce que les premiers résultats confirmaient l'efficacité du traitement proposé par l'IHU de Marseille), Karine Lacombe (habituée des médias, soutien du Remdesivir de Gilead au début de la crise), Nicolas de Lamballerie (membre du conseil scientifique du réseau REACTing qui a fourni l'essentiel des membres du Conseil scientifique Covid-19), Éric d'Ortenzio (coordonnateur scientifique du réseau REACTing), Florence Ader (pilotant l'essai Discovery au CHU de Lyon à la demande du ministère de la Santé, essai lui aussi étrangement arrêté avant son terme) ou encore François Crémieux (envoyé en juin 2021 diriger les hôpitaux marseillais et mettre au pas l'IHU). Ajoutons l'autopromotion, au sein de l'INSERM,⁴⁹ de celles et ceux qui ont également le mieux servi le pouvoir politique durant la crise. C'est ainsi que le « Grand prix INSERM » a été décerné à Dominique

⁴⁶ Mucchielli, 2022a, p.94-99.

⁴⁷ Boulakia, Mariot, 2023.

⁴⁸ Mucchielli, 2022d et h.

⁴⁹ INSERM, 2020.

Costagliola, le « Prix recherche » à Florence Ader (déjà citée) ainsi qu'à France Mentré (responsable méthodologique de l'essai Discovery), le « Prix OPECST-INSERM » à Yazdan Yazdanpanah (REACTing, Conseil scientifique Covid-19) et même le « Prix International » à Anthony Fauci, personnage-clef aux États-Unis situé à l'interface entre le gouvernement, l'administration fédérale, les industriels et les grandes fondations, à commencer par celle de Bill Gates ; sa corruption est attestée et son rôle a été central dans toute cette affaire.⁵⁰

L'État contre le peuple ? La piste de la corruption

L'État américain a ainsi protégé les industriels contre les populations. Paul Thacker a montré que Pfizer avait sous-traité ses essais cliniques à une société (*Ventavia Research Group*) au sein de laquelle une employée a constaté des problèmes importants dont elle a fait part à ses supérieurs sans résultat, puis dont elle a informé la FDA avec comme conséquence non pas l'ouverture d'une enquête mais le licenciement de cette lanceuse d'alerte.⁵¹ Et que dire de la façon dont les politiciens se sont acharnés contre les personnes qui, pour des raisons diverses, ne voulaient pas se faire vacciner ? Tandis que la lutte contre les discriminations (selon la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, etc.) s'affiche partout au nom des Droits de l'Homme, et qu'elle constitue un repère important pour à peu près tous les partis politiques à l'exception de l'extrême droite, voilà que ces mêmes personnes et ces mêmes formations politiques ont organisé une nouvelle forme de discrimination fondamentale entre citoyens. Selon que vous serez vacciné ou pas, vous pourrez ou pas exercer vos droits et vos libertés fondamentales de citoyens. Rappelons-nous la violence des commentaires politiques et journalistiques, avec ceux qui voulaient jeter en prison les non-vaccinés, leur refuser l'accès au système de soins ou encore supprimer leurs allocations sociales. La très regrettée députée écologiste européenne Michèle Rivasi (isolée au sein de son propre mouvement politique) avait parfaitement raison lorsqu'elle a parlé d'une « logique d'apartheid ». Toutes ces mesures, en plus d'être inefficaces du point de vue de la santé publique, sont extrêmement dangereuses du point de vue démocratique. Dans un autre contexte, elles auraient révolté n'importe quel démocrate, qui aurait juré la main sur le cœur que, lui vivant, jamais il ne participerait à créer un nouveau genre de discrimination fondamentale, se référant probablement à la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La plupart de ces démocrates autoproclamés avaient pourtant avalisé des mesures en totale contradiction avec leurs valeurs officielles. Enfermés dans le récit « covidiste », ils sont devenus aveugles à la réalité, incapables de comprendre les véritables ressorts de ce qui se jouait sous leurs yeux. Or nous avons assisté à des phénomènes aussi cruciaux que l'effondrement des frontières entre intérêts publics et intérêts privés ou, pour simplifier, le remplacement de l'État-gendarme par l'État-partenaire des industries.⁵² J'irais même plus loin : en reprenant à son compte le slogan du vaccin « sûr et efficace à 95 % », l'État a transformé le marketing des industriels en politique publique, et pour y parvenir, il a exploité toutes ses ressources ainsi

⁵⁰ Kennedy, 2021.

⁵¹ Thacker, 2021.

⁵² Mucchielli, 2022a.

que l'ensemble de ses moyens de contrainte et de pression. Cela s'est produit dans de nombreux pays occidentaux dont la France.

Fernand Braudel nous en avait prévenus : « Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie à l'État, qu'il est l'État ». ⁵³ Nous y sommes. Il faut dire qu'outre-Atlantique la corruption par les industries pharmaceutiques atteint des sommets depuis longtemps. Une des raisons aussi classiques qu'inavouables est bien entendu le fait qu'« aux États-Unis, l'industrie pharmaceutique est de loin celle qui donne le plus d'argent aux candidats politiques ». ⁵⁴ Qu'en est-il dans les autres pays ? On se souvient en France de l'affaire Cahuzac, au cours de laquelle cet ancien ministre du Budget avait déclaré que des versements de Pfizer avaient été effectués en 1993 sur un compte en Suisse et étaient destinés au financement de la campagne électorale de Michel Rocard (alors premier secrétaire du Parti socialiste et tête de liste aux élections européennes de 1994), précisant au passage que « l'industrie pharmaceutique a financé tous les partis politiques » en France. ⁵⁵ L'instruction de l'affaire n'est manifestement jamais allée plus loin. Aux États-Unis, au cours de ces trente dernières années, la corruption a pénétré profondément l'administration sanitaire, à mesure que s'accroissait la dépendance financière de celle-ci à l'égard des industries. ⁵⁶ Même problème du côté de l'Agence européenne du médicament (EMA) financée à hauteur de 85 % par l'industrie pharmaceutique. ⁵⁷ Loin de diminuer avec les alertes, dont un important rapport de la Cour européenne des comptes, ⁵⁸ le problème n'a fait qu'empirer. Nommée directrice générale de l'EMA en novembre 2020, Emer Cooke a passé la plus grande partie de sa carrière dans l'industrie pharmaceutique, notamment AstraZeneca... dont elle autorisera le vaccin début 2021, avant qu'il ne soit retiré du marché devant l'importance des effets indésirables. Elle a même été employée par la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques, principal lobby de ces dernières, avant de rejoindre l'administration. Et la collusion ne concerne pas que cette agence. L'affaire des SMS privés échangés entre la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et le PDG de Pfizer Albert Bourla pour négocier l'achat de vaccins à destination d'un demi-milliard d'Européens suggère que l'administration européenne est gangrenée par la corruption jusque dans ses plus hautes sphères.

Google et Facebook prennent le contrôle de l'information

⁵³ Braudel, 1985.

⁵⁴ Liester, 2022.

⁵⁵ « Cahuzac assure qu'un compte en Suisse devait financer la campagne de Rocard », *Le Parisien*, 5 septembre 2016.

⁵⁶ En 1992, le Congrès des États-Unis a adopté le *Prescription Drug User Fee Act* qui permet à la FDA de percevoir de l'argent des industries pharmaceutiques, alors qu'elle était jusque-là entièrement financée par l'État. Ce financement industriel représente de nos jours environ la moitié du budget annuel de la FDA, il est clair que cette dernière est en réalité devenue dépendante des industries pour son fonctionnement quotidien (Liester, 2022).

⁵⁷ Béguin, Brisard, 2016.

⁵⁸ Cour, 2012.

En 1996, l'artiste et cybermilitant américain John Perry Barlow rédigeait la célèbre « Déclaration d'indépendance du cyberspace » en réaction à la première censure imaginée par le gouvernement américain (*Communications Decency Act*). Ceci illustre bien la « promesse démocratique » constituant le « code génétique » d'Internet à ses débuts.⁵⁹ Trente ans plus tard, la naïveté de cette déclaration fait rire jaune. En fait de liberté, le cyberspace est devenu d'une part un territoire commercial mondialisé dans lequel les géants du numérique s'enrichissent d'une façon qui semble inédite dans l'histoire industrielle,⁶⁰ et d'autre part le plus puissant outil de contrôle des flux de communication jamais inventé, sur lequel lorgnent avec envie les gouvernements quels que soient le pays et le régime politique.

La réalité est là, matérialisable : la plus importante plateforme vidéo du monde, YouTube, a reconnu avoir supprimé 800 000 vidéos contenant de la « désinformation » lors des deux premières années de la crise.⁶¹ De son côté, Facebook n'aura pas été en reste, de même que le réseau social pour smartphone Instagram, dont Facebook est propriétaire depuis 2012. L'entreprise de Mark Zuckerberg a annoncé début 2021 avoir censuré 167 millions de messages liés à la pandémie entre mars et octobre 2020. En cause notamment le traitement du Covid par l'hydroxychloroquine, comme le relèvera son « conseil de surveillance » en janvier 2021.⁶² Encore un exemple concret : en France, un groupe baptisé « Recensement effets indésirables vaccin Covid Officiel » s'est créé sur Facebook mi-juillet 2021 et a rassemblé 200 000 abonnés en à peine trois semaines, le temps pour Facebook de fermer purement et simplement cette page.⁶³ En retour, le géant du numérique ne cacha pas qu'il mettrait au contraire ses puissants moyens au service de la propagande, par exemple en offrant pour 100 millions d'euros d'espace publicitaire « aux autorités sanitaires et aux associations promouvant la vaccination ou les campagnes de prévention dans le monde ». ⁶⁴

À vrai dire, cette censure exercée par les géants du numérique pour le compte du pouvoir politique s'observe depuis plusieurs années aux États-Unis, en lien direct avec le traumatisme qu'a constitué l'élection de Donald J. Trump en 2016 au sein des classes supérieures.⁶⁵ C'est ensuite la lutte contre la propagande terroriste et les « contenus haineux » d'extrême droite qui a justifié le développement des techniques de

⁵⁹ Cardon, 2010.

⁶⁰ Depuis plusieurs années, les Big Techs et les géants du numérique gagnent plus d'argent que l'industrie pétrolière ou les géants des médias et de la communication. Des individus comme Bill Gates et Jeff Bezos possèdent des fortunes supérieures à la richesse nationale de la plupart des pays du monde.

⁶¹ Liester, 2022.

⁶² « Modération: Facebook désavoué par son propre conseil de surveillance pour son manque de clarté », *BFMTV*, 28 janvier 2021.

⁶³ Mucchielli et al., 2022a, p.383.

⁶⁴ « Facebook durcit ses règles de modération contre les intox sur la vaccination », *Le Monde*, 8 février 2021.

⁶⁵ Stjernfelt, Lauritzen, 2020.

censure par ces géants d'Internet en collaboration avec les États dans la deuxième moitié des années 2010.⁶⁶ Puis, elle s'est étendue peu à peu à d'autres contenus plus politiques, au point d'exercer une sorte de police de la pensée.⁶⁷

YouTube ne fait pas mystère de ses principales règles de censure. Le 20 mai 2020, il a ajouté un « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur le Covid-19 » à son « Règlement de la communauté » qui visait jusque-là les thématiques sécuritaires habituelles : incitation à la haine, appel à la violence, pédopornographie, usurpation d'identité, etc. Il y est écrit : « YouTube n'autorise pas les contenus qui propagent des informations médicales incorrectes contredisant celles des autorités sanitaires locales ou de l'OMS concernant le Covid-19. (...) sur les sujets suivants : traitement, prévention, diagnostic, transmission, consignes de distanciation sociale et d'auto-isollement, existence du Covid-19 ». Concernant les traitements, sont considérés comme « incorrects » et donc censurés les « contenus qui recommandent l'utilisation d'ivermectine ou d'hydroxychloroquine », ainsi que ceux « qui affirment que l'ivermectine ou l'hydroxychloroquine sont des traitements efficaces ». Des pans entiers de la recherche médicale seront donc interdits de discussion sur YouTube. Même chose bientôt avec *le* vaccin, le singulier permettant de supprimer la complexité et la diversité des produits industriels concernés. Il est en particulier interdit de parler des effets secondaires graves ou de publier des « contenus qui affirment que les vaccins contre le Covid-19 ne réduisent pas le risque d'attraper cette maladie ».

Le suicide collectif des journalistes

S'il s'était trouvé ne serait-ce qu'un seul grand média occidental pour refuser de devenir une simple courroie de transmission de la doxa et pour mettre ses moyens au service d'une enquête indépendante et durable sur la gestion politico-sanitaire de la pandémie, l'histoire aurait été différente. Mais il n'y en eut *pas un seul*. Alors que la corruption organisée par les industriels dans les sciences médicales a fait l'objet d'innombrables recherches et témoignages, le mot est absent de la totalité de la production médiatique *mainstream* sur la crise du Covid. Pire encore : les rares journalistes d'investigation qui avaient réalisé des enquêtes et même écrit des livres entiers sur la corruption systémique de l'industrie pharmaceutique⁶⁸ se sont cette fois-ci apparemment autocensurés.

Dans la liste des leçons qu'il nous faut collectivement tirer de la crise, il y a donc aussi celle-ci, qui est une mauvaise nouvelle pour la démocratie : le journalisme est en train de mourir sous nos yeux.⁶⁹ La première

⁶⁶ En France, ceci aboutira au vote de la « loi contre la manipulation de l'information » du 22 décembre 2018, qui organise un « devoir de coopération des plateformes » en vue de « lutter contre la diffusion de fausses informations susceptibles de troubler l'ordre public ».

⁶⁷ Badouard, 2020, p.12.

⁶⁸ Par exemple Foucart, Horel, Laurens, 2020.

⁶⁹ Je résume ici les deux analyses très documentées que j'ai déjà publiées sur le sujet (Mucchielli, 2022i et 2023, 227-264).

explication est le bouleversement de son modèle économique traditionnel du fait de l'arrivée d'Internet à la fin du xx^e siècle. En France, au cours des vingt dernières années, la plupart des quotidiens et des hebdomadaires ont perdu environ la moitié de leur lectorat papier et entrevu pour certains l'éventualité d'une disparition pure et simple. Face à cette situation, trois nouvelles sources de financement se sont présentées :

- 1) des milliardaires et des multinationales désireux de bâtir des empires de la communication et des médias,
- 2) certains gouvernements, comme celui de la France, désireux d'accroître leur influence sur les médias,
- 3) les géants du numérique qui cherchent à contrôler toujours plus les flux d'information et les recettes publicitaires qui vont avec.

Les entreprises de presse s'y sont engouffrées. Mais en sauvant ainsi leurs emplois, les journalistes acceptaient une transformation profonde de leur métier qui les amènerait à perdre le peu d'indépendance qu'ils avaient conquis au xx^e siècle et à sacrifier l'éthique de leur profession.

La crise du Covid a agi comme un révélateur de ces évolutions. Dénués de toute capacité d'enquête sur le terrain, les journalistes sont devenus totalement dépendants des flux d'information alimentés par les propagandes industrielles et politiques et filtrés par les agences de presse et par les « infomédiaires » (intermédiaires entre producteurs et consommateurs d'informations). La première conséquence est le renforcement de la dépendance quasi exclusive des journalistes envers le fil de dépêches de l'Agence France Presse (AFP), agence dont l'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique pose problème depuis l'origine. La seconde conséquence est la place de plus en plus importante prise au sein des rédactions par le fact-checking, symbole de ce nouveau « journalisme de communication » qui a commencé à envahir la totalité du champ journalistique dans la deuxième moitié des années 2010.⁷⁰

Le fact-checking est un journalisme low cost, qui précipite la mort de la profession. Le principe est qu'il suffirait de lire des documents en ligne sur son ordinateur et de passer des appels téléphoniques pour réaliser un article prétendant démêler le vrai du faux sur n'importe quelle question, le tout sans jamais sortir de son bureau. Le prix à payer est l'adoption d'une façon bien particulière de traiter l'information : utilisation des sources les plus facilement et rapidement accessibles, construction artificielle des opinions majoritaires et déviantes, hystérisation et polarisation du débat, formatage des contenus, censure des informations contredisant le discours dont on veut assurer la promotion, etc. Donnons-en deux exemples concrets avec le cas du plus célèbre des quotidiens français, *Le Monde*, dont les *fact-checkers* se sont baptisés les « Décodeurs » en 2017. Observons d'abord la façon dont ces personnes ont cherché à discréditer les médicaments ne rapportant rien à l'industrie. Le cas de l'hydroxychloroquine est très connu et il a évidemment concentré les

⁷⁰ Doutreix, Barbe, 2019 ; Joux, Gil, 2019.

efforts des journalistes français.⁷¹ Parlons ici de celui de l'ivermectine, un antiparasitaire particulièrement efficace, qui a valu en 2015 le prix Nobel de physiologie et de médecine à ses deux codécouvreurs William Campbell et Satoshi Ōmura. Le 13 avril 2021, dans un article intitulé « S'agit-il d'un traitement éprouvé face à l'épidémie due au SARS-CoV-2 ou d'un faux espoir ? », les *fact-checkers* affichaient une grande prétention : « Une telle question, dont peut dépendre la vie de milliers de malades en France et de millions dans le monde, méritait un traitement rigoureux de la part des 'Décodeurs' ». ⁷² Or le « traitement rigoureux » vire en réalité à la farce. Sur 53 articles scientifiques disponibles à ce moment-là, ces journalistes n'en retenaient que 4, leur argumentation devenant rapidement politique (l'ivermectine a été soutenue par des personnalités d'extrême droite, donc il faut la rejeter) et se terminant bien entendu sur la comparaison avec le protocole de l'IHU de Marseille, ce dernier étant devenu le « grand Satan » des journalistes français (puisque c'était l'adversaire du gouvernement). Deuxième exemple : la question du port de masques chirurgicaux dans l'espace public. Le 21 mai 2021, ces *fact-checkers* publiaient un article intitulé « Didier Pittet et la transmission du Covid-19 par aérosols : une position à rebours du consensus scientifique ». De quoi s'agit-il ? Le 25 juin 2020, le Président Macron avait souhaité la mise en place d'« une mission indépendante chargée d'évaluer la réponse française à la crise sanitaire engendrée par l'épidémie ». La direction en fut confiée à Didier Pittet, médecin-chef du service de prévention et contrôle de l'infection à l'hôpital de Genève et professeur à la Faculté de médecine de Genève : il était entouré d'une économiste de l'OCDE, d'une directrice de recherche émérite au CNRS, d'un président de chambre de la Cour des Comptes et d'un médecin de santé publique du CHU de Bordeaux. Patatras, voici que, dans son rapport final, la mission indépendante a fait preuve... d'indépendance. Le rapport estime en effet que « l'état des connaissances actuelles ne permet pas de prouver scientifiquement l'efficacité du port de masque au niveau populationnel pour contrôler l'épidémie ». À cette époque, ceci contredisait la ligne du gouvernement qui, après avoir expliqué au début de l'épidémie que le masque ne servait à rien, en a fait par la suite un élément central de sa communication, réussissant à l'imposer comme un signe d'obéissance majeur et, pour les plus apeurés, une sorte de talisman. Or, loin de se féliciter de cette indépendance et d'ouvrir un débat contradictoire, les « Décodeurs » ont au contraire cherché à discréditer le rapport pour mieux préserver la ligne politique du gouvernement. La suite est tragi-comique. Pour « prouver » que le masque serait en réalité indispensable, les journalistes invoquent d'abord sept exemples de lieux où « des contaminations aéroportées ont été démontrées », ce qui prouverait l'utilité du masque en toutes circonstances. Un double problème se pose pourtant lorsque l'on vérifie le travail des vérificateurs. D'abord, les liens hypertextes indiqués renvoient vers une seule et même source : le blog que tient un chroniqueur médico-scientifique sur... le site Internet du journal *Le Monde*. Une endogamie bien pratique pour éviter d'être contredit. Ensuite, et c'est encore plus grave, certains des articles cités en « sources » disent, lorsque l'on prend la peine de les lire, le contraire de ce pour quoi ils sont cités. Il s'agit donc d'une véritable manipulation des lecteurs.⁷³ Quant au

⁷¹ Mucchielli 2022a, f et j.

⁷² Sur cette affaire, voir Lolo 2021.

⁷³ Boris, 2021.

prétendu « consensus scientifique » évidemment invoqué par les journalistes, on constate qu'il n'est qu'un argument rhétorique, un argument d'autorité : il n'existe pas de « consensus scientifique » sur le port du masque dans l'espace public, la plupart des études indépendantes concluant même à son inefficacité.⁷⁴

Ce mode de traitement médiatique s'est imposé un peu partout en Occident, comme en témoigne l'europpéenne *Journalism Trust Initiative* initiée en 2018 par Reporters sans frontières. L'Agence France Presse en fait partie, son service « AFP Factuel » ayant pris une place très importante en son sein ces dernières années. À travers ce projet qui regroupe la plupart des médias traditionnels, ces derniers ont également formalisé leurs partenariats avec Google et Facebook. Cette énorme machine à informer est donc en train de se reconstruire presque entièrement sur ce nouveau « modèle de prescription » : « un modèle pyramidal traditionnel du sachant vers le profane incapable de procéder par lui-même à une évaluation des contenus qu'il consomme ». ⁷⁵

Enfin, les journalistes ont accepté la rhétorique de « la guerre » sans comprendre ce que cela signifiait. De fait, ils ont fonctionné durant la crise sanitaire de la même façon que durant les périodes de (vraies) guerres, c'est-à-dire en devenant des agents de propagande. Durant les guerres, il n'y a plus de recherche de la vérité et il n'y a plus de débat. Il y a seulement ceux qui sont « avec nous » et ceux qui sont « contre nous », et il faut choisir son camp. Les journalistes ont donc choisi le leur. Bien entendu, ils sont eux aussi victimes de toutes les formes de propagande étatiques et industrielles, mais ils sont des victimes consentantes. Loin de se positionner dans un idéal d'indépendance et de recherche de la vérité, ils ont été des acteurs de la propagande, beaucoup se croyant même investis d'une sorte de mission éducative. L'histoire nous avait pourtant avertis : « Dans les temps qui suivent la Libération, la confiance en un État impartial, protecteur, animateur du relèvement national renforce, au contraire, l'idée de l'utilité de la propagande pour donner l'élan nécessaire aux projets collectifs. Dès lors qu'elle éclaire et guide vers le progrès, elle contribue à consolider la démocratie. Un tel regard résulte d'une longue histoire de la propagande vertueuse (...) qui aboutit à faire de la propagande, à travers ses différents vecteurs, imprimés d'abord, visuels et audiovisuels ensuite, une sorte d'école du peuple ». ⁷⁶ Les journalistes deviennent ainsi des militants se donnant eux-mêmes pour mission d'identifier et d'ostraciser les « ennemis » de « la cause ». Howard Becker a, de longue date, décrit ce comportement de l'« entrepreneur de morale » lançant une « croisade pour les mœurs » : « Ce qu'il découvre lui paraît mauvais sans réserve ni nuances, et tous les moyens lui semblent justifiés pour l'éliminer. Un tel croisé est fervent et vertueux, souvent même imbu de sa vertu. » ⁷⁷

Durant la crise sanitaire, les journalistes sont donc devenus plus que jamais les nouveaux « chiens de garde » de la doxa. ⁷⁸ Et cela a commencé par le fait d'adopter les éléments de langage et les catégories mêmes

⁷⁴ Langevin, 2022.

⁷⁵ Doutreix, Barbe, 2019, p.61.

⁷⁶ Delporte, 2006, p.31, souligné par l'auteur.

⁷⁷ Becker, 1963, p.171.

⁷⁸ Halimi, 2005.

de pensée avec lesquelles sont construites les rhétoriques et les propagandes : « consensus scientifique » versus « complotisme », « science » versus « obscurantisme », « progressistes » versus « extrême droite ». Les gentils contre les méchants. La pensée des petits enfants.

Que ce soit par conformisme, par naïveté, par complicité, par positionnement idéologique, ou tout simplement par couardise, force est ainsi de constater que loin de permettre un quelconque débat contradictoire dans l'espace public, les médias ont au contraire massivement contribué à sa clôture, assurant la prédominance du récit « covidiste » et fabriquant plus que jamais le consentement de la population.⁷⁹

Last but not least, il faudrait réfléchir à la façon dont la communauté scientifique elle-même s'est comportée durant une crise où tout a été fait au nom de la Science, sans en respecter ni les règles méthodologiques, ni les connaissances accumulées, ni l'éthique.⁸⁰ La crise a révélé également à quel point les scientifiques n'étaient pas préparés à comprendre une idéologie qui constitue la maladie infantile des sciences occidentales : le scientisme.⁸¹ La plupart méconnaissent également la façon dont la corruption gangrène les sciences médicales. En un mot, il semble également urgent pour la communauté scientifique de faire sa propre analyse critique. Je m'y essayerai dans un prochain livre.

Références

- Abbasi Kamran, (2020). « Covid-19: Politicisation, “corruption”, and suppression of science », *British Medical Journal*, voir : <https://www.bmj.com/content/371/bmj.m4425>
- Adam Jean-Michel, (1996), *Le Récit*, Presses Universitaires de France.
- Andreotti Bruno, Noûs Camille, (2020), « Contre l'imposture et le pseudo-rationalisme. Renouer avec l'éthique de la *disputatio* et le savoir comme horizon commun », *Zilsel*, 7 (2), p.15-53, voir : <https://www.cairn.info/revue-zilsel-2020-2-page-15.htm>
- Badouard Romain, (2020), *Les Nouvelles Lois du web. Modération et censure*, Seuil.
- Bavli Itai et al. (2020), « Harms of public health interventions against covid-19 must not be ignored », *British Medical Journal*, 371, voir : <https://doi.org/10.1136/bmj.m4074>
- Becker Howard, (1985), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Métailié.
- Bendavid Eran, Oh Christopher, Bhattacharya Jay, Ioannidis John (2021), « Assessing mandatory stay-at-home and business closure effects on the spread of COVID-19 », *European Journal of Clinical Investigation*, voir : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33400268/>
- Boccia Stefania, Ricciardi Walter, Ioannidis John, (2020), « What Other Countries Can Learn From Italy During the COVID-19 Pandemic », *JAMA Internal Medicine*, p.927-928, voir : <https://jamanetwork.com/journals/jamainternalmedicine/fullarticle/2764369>

⁷⁹ Chomsky et Herman, 2008.

⁸⁰ Langevin, 2022 ; Bourdineaud, 2023 ; Mucchielli, 2023, p.205-223.

⁸¹ Andreotti, Noûs, 2020.

Boris (2021), « *Le Monde* et les décodeurs : fausses informations et manipulations », *Mediapart*. Le blog de Boris, 26 mai, voir : <https://blogs.mediapart.fr/le-blog-de-boris/blog/260521/le-monde-et-les-decodeurs-fausses-informations-et-manipulations>

Boulakia Théo, Mariot Nicolas (2023), *L'Attestation. Une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020*, Anamosa.

Bourdieu Pierre, (1996), *Sur la télévision*, Seuil.

Bourdieu Pierre, (1998), « Le mythe de la 'mondialisation' et l'État social européen », repris dans *Contre-feux*, Raisons d'agir.

Bourdineaud Jean-Paul, (2023), *La Science outragée*, Résurgence.

Braudel Fernand, (1985), *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud.

Cardon Dominique, (2010), *La Démocratie Internet, Promesses et limites*, Seuil.

Chaillot Pierre, (2023), *Covid 19. Ce que révèlent les chiffres officiels*, L'Artilleur.

Coombes Rebecca, Davies Madlen (2022), « Facebook versus the BMJ: when fact checking goes wrong », *British Medical Journal*, 376, voir : <https://www.bmj.com/content/376/bmj.o95>

Cotton C. (2023), *Tous vaccinés, tous protégés?* , Guy Trédaniel.

Cour (2012), *La Gestion des conflits d'intérêts dans une sélection d'agences de l'UE*, Rapport spécial n°15 de la Cour Européenne des Comptes, voir : https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/sr12_15/sr12_15_fr.pdf

Delporte Christian, (2006), « De la propagande à la communication politique. Le cas français », *Le Débat*, 138 (1), p.30-45, voir : https://www.cairn.info/revue-le-debat-2006-1-page-30.htm?try_download=1

Doutreix Marie-Noëlle, Barbe Lionel, (2019), « Légitimer et disqualifier : les Fake News saisies comme opportunité de normalisation du champ journalistique », *Études de communication*, 53, p.49-66, voir : <https://shs.hal.science/hal-03083921/>

Doshi Peter, (2020), « Pfizer and Moderna's "95% effective" vaccines - let's be cautious and first see the full data », *British Medical Journal*. Opinion, 26 novembre, voir : <https://blogs.bmj.com/bmj/2020/11/26/peter-doshi-pfizer-and-modernas-95-effective-vaccines-lets-be-cautious-and-first-see-the-full-data/>

Doshi Peter (2021), « Pfizer and Moderna's "95% effective" vaccines - we need more details and the raw data », *British Medical Journal*, Opinion, 4 janvier, voir : <https://blogs.bmj.com/bmj/2021/01/04/peter-doshi-pfizer-and-modernas-95-effective-vaccines-we-need-more-details-and-the-raw-data/>

Eco Umberto, (1985), *Lector in Fabula*, Grasset.

Fang Lee (2024), « Moderna Surveillance Operation Targeted Independent Media Voices », 16 janvier, voir : <https://www.leefang.com/p/moderna-surveillance-operation-targeted>

Fang Lee, Poulson Jack, (2023), « Moderna is Spying on You », *UnHerd*, 20 novembre [en ligne], voir : <https://unherd.com/2023/11/moderna-is-spying-on-you/>

Foucart Stéphane, Horel Stéphane, Laurens Sylvain (2020), *Les Gardiens de la raison. Enquêtes sur la désinformation scientifique*, La Découverte.

France Soir (2022a), « Twitter Files, partie 2 : la journaliste Bari Weiss dévoile "des listes noires" qui limitaient les audiences des utilisateurs », 9 décembre, voir : <https://www.francesoir.fr/politique-monde/twitter-files-la-journaliste-bari-weiss-devoile-des-listes-noires-qui-limitaient>

France Soir (2022b), « Les Twitter Files dévoilent comment les pressions de l'administration Biden ont altéré la modération du débat lié au Covid-19 », 27 décembre, voir : <https://www.francesoir.fr/politique-monde/les-twitter-files-devoilent-comment-les-pressions-de-l-administration-biden-ont>

France Soir (2023a), « Twitter Files, partie 11 : comment le réseau social est passé sous la coupe des services états-uniens du renseignement », 1 février, voir : <https://www.francesoir.fr/societe/twitter-files-partie-12-comment-le-reseau-social-est-passe-sous-la-coupe-des-services>

France Soir (2023b), « Twitter Files, partie 12 : comment toute question autour de l'origine du Sars-CoV-2 a été discréditée », 8 février, voir : <https://www.francesoir.fr/societe/twitter-files-partie-12-fbi-nombril-du-controle-de-l-information-comment-toute-question>

France Soir (2023c), « Twitter Files, partie 13 : le lobbying d'un directeur de Pfizer afin de censurer des tweets sur la vaccination anti-Covid », 16 mars, voir : <https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/twitter-files-partie-13-le-lobbying-d-un-directeur-de-pfizer-afin-de-censurer>

France Soir (2023d), « Twitter Files, partie 16 : le deux-poids, deux-mesures de leur traitement médiatique aux États-Unis (et en France) », 8 avril, voir : <https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/twitter-files-partie-16-le-deux-poids-deux-mesures-de-leur-traitement>

France Soir (2023e), « Twitter Files, partie 17 : le Global Engagement Center, ou comment l'establishment américain contre une prétendue "désinformation étrangère" par la censure », 2 mai, voir : <https://www.francesoir.fr/societe/twitter-files-partie-17-le-gec-establishment-americain-censure>

France Soir (2023f), « Twitter Files, partie 18 : Le "Complexe industriel de la censure", ou comment "sacrifier la vérité" pour "servir un récit" », 8 mai, voir : <https://www.francesoir.fr/societe/twitter-files-partie-18-complexe-industriel-censure-sacrifier-verite-pour-recit>

Gøtzsche Peter (2019), *Remèdes mortels et crime organisé. Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé*, Presses de l'Université de Laval.

Halimi Serge, (2005), *Les Nouveaux Chiens de garde*, Liber/Raisons d'agir.

Henrion-Caude Alexandra, (2023), *Les Apprentis sorciers*, Albin Michel.

Herman Edward, Chomsky Noam, (2008), *La Fabrique du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Agone.

INSERM (2020), « Prix Inserm 2020 : L'excellence scientifique au service de la lutte contre la pandémie de Covid-19 », 8 décembre, voir : <https://presse.inserm.fr/prix-inserm-2020-lexcellence-scientifique-au-service-de-la-lutte-contre-la-pandemie-de-covid-19/41678/>

Ioannidis John, (2005), « Why most published research findings are false », *PLOS Medicine*, voir : <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.0020124>

Ioannidis John, et al. (2001), « Comparison of Evidence of Treatment Effects in Randomized and Nonrandomized Studies », *JAMA*, 286 (7), p.821-830, voir : <https://jamanetwork.com/journals/jama/article-abstract/194112>

Ioannidis John (2019), « Cochrane crisis: Secrecy, intolerance and evidence-based values », *European Journal of Clinical Investigation*, voir : <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30520025/>

Ioannidis John (2020), « Coronavirus disease 2019: The harms of exaggerated information and non-evidence-based measures », *European Journal of Clinical Investigation*, voir : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7163529/>

Joux Alexandre, Gil Inès, (2019), « Entre transparence des sources et entre-soi : une critique du fact-checking du débat de l'entre-deux tours de la présidentielle française de 2017 », *Études de communication*, 53, p.67-84, voir : <https://journals.openedition.org/edc/9287>

- Kennedy Robert F. Jr (2021), *The Real Anthony Fauci. Bill Gates, Big Pharma, and the Global War on Democracy and Public Health*, (Skyhorse, New York).
- Langevin Maxime, (2022), « Au nom de la Science : la science peut-elle servir de guide à notre société ? », in Mucchielli Laurent, (sous la direction de), *La Doxa du Covid, Tome 2*, Éoliennes, p.203-222.
- Liester Mitchell B., (2022), « The suppression of dissent during the COVID-19 pandemic », *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 11 (4), p.53-76, voir : <https://social-epistemology.com/2022/04/21/the-suppression-of-dissent-during-the-covid-19-pandemic-mitchell-b-liester/>
- Lolo Enzo, (2021), « Covid-19. Les Décodeurs du *Monde* sur l'ivermectine : décryptage », *Mediapart*. le blog de Enzo Lolo, 15 avril, voir : <https://blogs.mediapart.fr/enzo-lolo/blog/150421/covid-19-les-decodeurs-du-monde-sur-livermectine-decryptage>
- Lowenthal Andrew, (2023), « The Information Cartel and the Betrayal of Civil Society », *Network Affects*, 25 avril, voir : <https://networkaffects.substack.com/p/the-information-cartel-and-the-betrayal>
- Martin Brian, (2014), « Dissent in Science », in Steel Brent (sous la direction de), *Science and Politics. An A-to-Z Guide to Issues and Controversies*, (Sage, Los Angeles), p.145-149, voir : <https://www.bmartin.cc/pubs/14Steel.html>
- Martin Brian, (2021), « Covid Information Struggles », *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 10 (7), p.16-26, voir <https://social-epistemology.com/2021/07/12/covid-information-struggles-brian-martin/>
- Moynihan Ray, Macdonald Helen, Bero Lisa, Godlee Fiona, (2020), « Commercial influence and Covid-19 », *British Medical Journal*, 369, voir : <https://www.bmj.com/content/369/bmj.m2456>
- Mucchielli Laurent, (2022a), *La Doxa du Covid, Tome 1: Peur, santé, corruption et démocratie*, Éoliennes.
- Mucchielli Laurent, (2022b), (sous la direction de), « Le complotisme pour les nuls », in *La Doxa du Covid, Tome 2: Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise*, Éoliennes, p.161-172.
- Mucchielli Laurent, (2022c), « La Doxa de la Covid. Plongée au cœur de la corruption », *Nexus*, n°142, p.15-23.
- Mucchielli Laurent, (2022d), « Derrière l'idéologie de la vaccination intégrale, trafics d'influence et phénomènes de cour », *Quartier Général. Le média libre*, 19 janvier 2022.
- Mucchielli Laurent, (2022e), « L'épidémie de coronavirus a probablement pour origine un accident de laboratoire », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.223-237.
- Mucchielli Laurent, (2022f), « 'Fin de partie' pour l'hydroxychloroquine ? Une escroquerie intellectuelle (le Lancet Gate) », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.107-109.
- Mucchielli Laurent, (2022g), « La pensée confinée. Une analyse de la fabrique de l'information légitime durant la crise sanitaire », in Chapon Nathalie (sous la direction de), *Le Confinement. Genèse, impacts et controverses*, Presses Universitaires de Provence, p.79-102.
- Mucchielli Laurent, (2022h), « Sociologues ou gardiens de la doxa ? Qui entache la réputation de notre discipline ? », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.511-520.
- Mucchielli Laurent, (2022i), « La crise sanitaire a révélé l'inquiétant déclin du journalisme », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.239-272.
- Mucchielli Laurent, (2022j), « Doxa anti-raoultiste et police de la pensée », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.499-510.
- Mucchielli Laurent, et al. (2022k), « La vaccination à l'épreuve des faits. 1^{re} partie : les chiffres de l'épidémie », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.345-56.
- Mucchielli Laurent, (2023), *Défendre la démocratie. Une sociologie engagée*, éditions Éoliennes.

- Mucchielli Laurent, et al. (2022a), « La dangerosité des nouveaux vaccins anti-Covid est un fait historique », in *La Doxa du Covid, Tome 2*, p.373-386.
- Mucchielli Laurent, et al. (2022b), « Pourquoi l'Office parlementaire qui enquête sur les effets secondaires des vaccins Covid ne rend-il pas publics tous ses débats ? », *Quartier Général*. 21 juin [en ligne], voir : <https://qg.media/blog/laurent-mucchielli/pourquoi-loffice-parlementaire-qui-enquete-sur-les-effets-secondaires-des-vaccins-covid-ne-rend-il-pas-publics-tous-ses-debats/>
- Richtel Matt, (2020), « W.H.O. fights a pandemic besides coronavirus: an 'infodemic' », *New York Times*, 6 février, voir : <https://www.nytimes.com/2020/02/06/health/coronavirus-misinformation-social-media.html>
- Roche Ella (2022), « Comment le Remdesivir a traversé l'Atlantique : un efficace traitement médiatique », in Mucchielli Laurent, *La Doxa du Covid, Tome 2*, Éoliennes, p.77-86.
- Rouchier Juliette, (2022), « La modélisation de l'épidémie pendant la crise de la Covid-19 : tensions entre aide à la décision et lutte de visibilité disciplinaire », in Chapon Nathalie, *Le Confinement. Genèse, impacts et controverses*, Presses Universitaires de Provence, p.13-39.
- Rouchier Juliette, (2024), « Invisibilisation des controverses pendant la crise COVID : une tendance de fond ? », in Fugier Pascal, Ghedamsi Imène, Lecorre Thomas, Mabilon-Bonfils Béatrice (sous la direction de), *Que fabrique la science? Construction(s) et Réception(s) de la science aujourd'hui*, éditions EDBH (sous presse).
- Sismondo Sergio, (2023), *Le Management fantôme de la médecine. Les mains invisibles de Big Pharma*, traduction française, ENS éditions.
- Shir-Raz Yaffa., Elisha Ety, Martin Brian, Ronel Natti, Guetzkow Josh, (2022), « Censorship and Suppression of Covid-19 Heterodoxy: Tactics and Counter-Tactics », *Minerva*, 61, p.407-433, voir : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9628345/>
- Stjernfelt Frederik, Lauritzen Anne-Mette, (2020), « Facebook and Google as offices of censorship », in *Your Post Has Been Removed. Tech Giants and Freedom of Speech*, Cham, Springer, p.139-172, voir : <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-25968-6>
- Thacker Paul, (2021), « Covid-19. Researcher blows the whistle on data integrity issues in Pfizer's vaccine trial », *British Medical Journal*, voir : <https://www.bmj.com/content/375/bmj.n2635>
- Toubiana Laurent, (2022), *Covid-19. Une autre vision de l'épidémie*, L'Artilleur.